

Tribune

Décrochage post-bac

Combien de jeunes faudra-t-il perdre en chemin avant d'en faire une priorité nationale ?

Il existe aujourd'hui en France, sur le thème de l'école, un angle mort persistant.

Avec Parcoursup, tout le débat se focalise sur l'entrée dans le supérieur… en oubliant celles et ceux qui en sortent, trop tôt, trop vite, souvent brisés. **Le décrochage post-bac n'est pas une exception, c'est un phénomène de masse, et pourtant, il reste invisible dans les politiques publiques comme dans le débat médiatique.**

En 2024, près d'un quart des jeunes accueillis dans les Écoles de la transition écologique (ETRE), 24,5%[1], étaient des décrocheurs post-bac. Des jeunes qui avaient « réussi », qui avaient obtenu le bac, parfois intégré l'université, une classe prépa, une école, un BTS. Et qui, quelques mois plus tard, se retrouvent sans formation, sans revenu suffisant, sans perspective claire.

Ils ne rentrent plus dans les cases "décrocheurs scolaires" ni dans celles des étudiants "en réussite". Ils disparaissent dans un entre-deux statistique, administratif, humain. **Pour elles et eux, il n'y a pas de mobilisation, pas de plan d'urgence, pas de grande cause nationale.**

Un système qui trie plus qu'il n'oriente

Depuis quarante ans, nous avons massifié l'accès au bac en promettant à une génération qu'elle serait "la mieux formée de l'histoire". Mais le contrat est rompu. L'université, les filières sélectives, les écoles privées et publiques, les formations courtes ou longues composent aujourd'hui un paysage éclaté, lisible pour celles et ceux qui en maîtrisent les codes… et décourageant pour les autres.

Les données existent : une estimation récente évoque **entre 97 000 et 120 000 décrocheurs dans le supérieur chaque année**[2], pendant que le décrochage au lycée baisse. Autrement dit : nous avons déplacé le problème sans le résoudre.

Dans le même temps, **un jeune sur deux dit ne pas avoir été bien accompagné dans son orientation et autant considèrent ne pas avoir fait le bon choix de formation.** Nous avons construit un système où l'on demande à des adolescents de 17 ans (parfois plus jeunes) de choisir une voie toujours plus tôt, avec toujours plus de pression, dans un monde où ils devront pourtant changer plusieurs fois de métier[3].

Ce n'est plus de l'orientation, c'est une forme de sélection sociale sous contrainte en dépit de l'investissement des acteurs de terrain

Une estimation récente évoque

entre

97 000 et 120 000

décrocheur·euses

dans le supérieur chaque année, pendant que le décrochage au lycée baisse.

[1] Rapport de Mesure d'impact 2024. Réseau ETRE

[2] **L'abandon des études supérieures** - Nathalie Beaupère, Lucile Chalumeau, Nicolas Gury, Cédric Hugrée - Rapport de l'Observatoire National de la Vie Étudiante - La documentation Française (2007)

[3] Les actifs qui se lancent aujourd'hui sur le marché du travail savent qu'ils changeront de travail au moins 4 à 5 fois au cours de leur vie professionnelle, et certaines personnes changeront même 10 fois d'emploi (source INSEE 2024)

L'illusion du « tout supérieur », la réalité de la précarité

Le décrochage post-bac ne vient pas de nulle part. Il est le produit d'un cocktail explosif :

- **précarité étudiante massive** (repas sautés, renoncements à des études pour des raisons financières) ;
- **santé mentale dégradée** (près de quatre étudiants sur dix envisagent d'arrêter leurs études à cause de difficultés psychiques[4]) ;
- **isolement**, anonymat dans les amphithéâtres, manque de liens avec le monde professionnel.

Pour les jeunes issus de milieux populaires, c'est une double peine : après avoir franchi l'obstacle du bac, ils découvrent un supérieur où tout est plus cher, plus abstrait, plus éloigné de leur réalité. Quand ils décrochent, ce n'est pas seulement un cursus qu'ils perdent : c'est une promesse de mobilité sociale.

Pendant ce temps, les métiers essentiels restent vacants.

Ce paradoxe est connu et pourtant laissé de côté : la transition écologique et sociale a besoin, d'abord, de métiers manuels et techniques. Techniciens du vivant, ouvriers qualifiés, artisans du bâtiment, spécialistes du réemploi, de la mobilité, des énergies renouvelables…

Nous savons que la grande majorité des emplois de la transition seront des emplois de terrain (90% des 1,8 millions de personnes à former d'ici 2030 selon le SGPE). Mais nous persistons à envoyer massivement les jeunes vers des filières généralistes, théoriques, souvent déconnectées de ces besoins. **Les voies professionnelles, elles, continuent d'être présentées comme des solutions de repli, des portes d'entrée "par défaut" pour celles et ceux qui n'auraient "pas le niveau"**. Cette dévalorisation des métiers manuels et techniques s'accompagne d'une forte masculinisation : les jeunes femmes y sont structurellement sous-représentées, notamment en raison de stéréotypes tenaces et d'un manque d'accompagnement adapté..

Résultat : nous gâchons des vocations, nous brisons des parcours, nous manquons cruellement de compétences là où le pays en a le plus besoin.



[4] https://www.ieseg.fr/news/barometre-national-sante-mentale-des-etudiants-2025

Tribune

Cinq décisions politiques pour sortir du déni

Avec cette tribune, nous ne demandons pas un énième colloque sur l'orientation.
Nous demandons des décisions politiques claires, à prendre maintenant.

1 Faire du décrochage post-bac un indicateur national obligatoire

Comme le décrochage scolaire, le décrochage dans le supérieur doit être suivi, publié, débattu. Sans chiffres consolidés, il n'y a ni politique ambitieuse ni responsabilité.
Chaque établissement du supérieur doit rendre des comptes sur le devenir des étudiants de première année.

2 Créer un "droit à l'erreur" garanti après le bac

Tout jeune qui interrompt ses études dans les trois premières années après le bac doit avoir :

- un **accès immédiat à un accompagnement renforcé** (missions locales, associations, acteurs de l'orientation) ;
- un **droit à la réorientation financée**, y compris vers les voies professionnelles et les métiers manuels ;
- un **statut clair**, pour ne plus être coincé entre « étudiant fantôme » et « inactif ».

3 Flécher une part du budget de l'enseignement supérieur vers les formations de terrain

Une partie des moyens aujourd'hui concentrés sur des filières surchargées **doit être réorientée** vers :

- les lycées professionnels, • les centres de formation d'apprentis (CFA),
- les organismes de formation de la transition écologique et des métiers manuels, qui accueillent déjà nombre de décrocheurs post-bac.

Il ne s'agit pas de bricoler à la marge, mais de reconnaître ces lieux comme **des piliers de l'éducation nationale élargie**.

4 Conditionner les politiques d'orientation à des alliances éducatives locales

Aucun établissement ne peut, seul, accompagner tous ses élèves et étudiants.
L'État doit conditionner ses plans d'orientation à **des partenariats concrets avec les associations, les réseaux de l'ESS, les entreprises engagées, les collectivités**. Partout où c'est déjà le cas, les jeunes se projettent mieux, décrochent moins. Il est temps de généraliser ces pratiques plutôt que de les laisser à la bonne volonté de quelques territoires.

5 Revaloriser symboliquement et socialement les métiers manuels et techniques

Campagnes nationales, communication institutionnelle, interventions dans les collèges et lycées, mobilisation des médias publics : **l'État doit assumer un discours clair**.
Non, les métiers manuels ne sont pas des voies de relégation. Oui, ils sont au cœur de la transition et doivent être reconnus comme tels. Cela suppose une **reconnaissance digne, des perspectives d'évolution, et un investissement massif** dans les lieux de formation.

Ouvrir enfin le débat

Nous ne prétendons pas détenir toutes les réponses. **Mais nous refusons de laisser encore une génération entrer dans Parcoursup comme on monte dans un train sans savoir où il s'arrête.**

Le décrochage post-bac n'est pas une défaillance individuelle : c'est l**e symptôme d'un système qui valorise un modèle unique de réussite**, puis oublie celles et ceux qui ne s'y retrouvent pas.
Nous appelons l'État, les régions, les universités, les grandes écoles, les organisations étudiantes, les réseaux d'éducation populaire, les entreprises et les fondations à ouvrir un débat national :

- Jusqu'à quand allons-nous pousser vers le « tout supérieur » sans **garantir le droit à l'essai, au changement, à la bifurcation** ?
- Quand allons-nous reconnaître que la dignité d'un parcours ne se mesure pas en nombre d'années passées à l'université, mais en **capacité à construire une vie choisie, utile et compatible avec les enjeux de transition écologique** ?

Aider un jeune à ne pas décrocher après le bac, ce n'est pas sauver un CV.
C'est permettre une confiance retrouvée.
Et, collectivement, c'est peut-être la meilleure façon de redonner un avenir à ce pays.



ETRE
École de la transition écologique



Tribune initiée par Frédérick Mathis, cofondateur des Écoles de la Transition Écologique (ETRE), cosignée par…

1. Isabelle Andrieu, Déléguée Générale - **Crée ton Avenir**
2. Damien Baldin, Directeur général - Fondation **La France s'engage**
3. Claire Bleton-Martin, Déléguée générale - **Année Lumière**
4. Mathilde Boulay, Déléguée générale - **Collectif de L'Ascenseur**
5. Jérémy Cazalas, Fondateur - **Deviens Génial**
6. Alan Caillaud, Co-directeur - **Le Moulin de Pont Rû**
7. Fatma Chouaieb, Co-fondatrice - **Hello Charly**
8. Clémentine Claudon et Laetitia de Borde, Co-directrices - **Lit uP**
9. Laurence Constant, Membre - **CollectivZ**
10. Armand Cosseron, Président - **Orientation for Good**
11. Marie-Pierre Dequier, Présidente - **France Apprenante**
12. Vanessa Duchatelle, Co-fondatrice et directrice générale - **Scholavie**
13. Abdelaali El Badaoui, Président Fondateur - **Banlieues Santé**
14. Jean Yves Grandidier, Président - **VALOREM**
15. Sébastien Gurung, Délégué général - **Collectif Orientation**
16. François-Xavier Huard, Délégué Général - **Evocae**
17. Christophe Kerrero, ancien recteur - **Académie de Paris**
18. Romain Le Chéquer, Directeur - **Fondation Pierre Bellon**
19. Gabrielle Légeret, Fondatrice - **De l'or dans les mains**
20. Sebastien Levy Prudent, Co-directeur - **Olecio**
21. Alexandre Perra, Délégué Général - **Fondation groupe EDF**
22. Estelle Muyumba, Directrice Générale - **Yes Akademia - YAKA**
23. Céline Nicoli, Responsable pédagogique - **L'école à l'hôpital**
24. Vincent Olivier, Fondateur - **Métiers 360**
25. Jocelyn Rigault, Délégué Général - **Le Choix de l'école**
26. Florence Rizzo, Co-fondatrice et co-directrice - **Ecolhuma**
27. Yann Rolland, Président - **Superbloom**
28. Anne-Claire Roux, Directrice Générale - **Mirova Foundation**
29. Virginie Salmen, Directrice et cofondatrice - **ViensVoirMonTaf**
30. Yann Tanguy, Délégué Général - **Les entreprises pour la Cité**
31. Adélaïde Villemain et Vincent Bruggeman, Co-directeurs - **A Deux Mains**